



L'UE ne fait plus rêver en Suisse, et alors?

OPINION

Elle est loin l'époque où la jeunesse avait la tête dans les étoiles européennes: cette génération qui rêvait d'une Suisse intégrée à l'Europe de Maastricht est bientôt à la retraite. Un sondage publié récemment indique que seuls 6,5% des électeurs de 18-34 ans sont favorables à une adhésion de la Suisse à l'UE. Doit-on s'en préoccuper? Pas vraiment. Plusieurs faits historiques expliquent pourquoi la jeunesse d'aujourd'hui ne rêve plus d'Europe. Si cela n'est pas source d'inquiétude, l'ignorance de l'histoire des relations Suisse-UE et la politique de sabotage des acquis bilatéraux par le Conseil fédéral en est une. Quelques rappels historiques s'imposent:

L'Europe de Maastricht de laquelle 60% des jeunes voulaient se rapprocher en 1995 était composée de 15 pays d'Europe occidentale. Réalisée par une génération d'hommes politiques qui avait vécu les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, l'UE incarnait une promesse de paix après la guerre froide. Les élargissements successifs aux pays d'Europe centrale et orientale dans les années 2000 ouvrirent la voie au développement de l'euro-scepticisme en Europe et contribuèrent à affaiblir l'UE. Le Brexit a mis fin à une décennie de désillusions européennes caractérisées par le rigorisme économique et financier.

Dénonçant non seulement ces dérives technocratiques ainsi que le prétendu néolibéralisme européen, les jeunes Suisses se plaisent à diaboliser une UE dont ils profitent des avantages



BASTIEN NANÇOZ
HISTORIEN, AUTEUR DE «FRANÇOIS MITTERRAND ET LA SUISSE: UNE AMITIÉ EUROPÉENNE», SLATKINE

**L'Europe
n'est depuis bien
longtemps
plus un rêve,
mais bien
une réalité**

depuis des années. Voyages bon marché dans toute l'Europe, séjours d'études Erasmus tous frais payés, commerce en ligne libre et ouvert, tourisme d'achat transfrontalier, aisance économique: voilà autant de fruits des accords bilatéraux élaborés à la fin des années 1990 par des visionnaires qui «révaient» la Suisse en Europe.

Plutôt que de pérenniser ces acquis, le Conseil fédéral a rompu les négociations sur l'accord-cadre institutionnel avec l'UE en mai 2021. Pire, le Conseil fédéral s'est débarrassé

unilatéralement du résultat de huit ans de négociations avec Bruxelles sans consulter le peuple ni même le parlement, ou seulement une commission de politique extérieure. Au pays de la démocratie directe, cette gouvernance s'apparente à un déni de démocratie. A ce jeu-là, le gouvernement suisse peut compter sur l'ignorance de la population helvétique et sur la judiciarisation excessive du débat européen en Suisse.

Le plus frappant aujourd'hui n'est donc pas que l'UE ne fasse plus rêver la jeunesse helvétique. Abreuvée aux seins d'une Europe ouverte à la Suisse depuis la signature des accords bilatéraux, la jeunesse helvétique profite depuis plus de vingt ans de tous les avantages de l'UE: l'Europe n'est depuis bien longtemps plus un rêve, mais bien une réalité. Celle-ci est mise en danger par la politique inconsciente du Conseil fédéral. Dans cette partie de poker menteur, la Suisse est sur le point de perdre sa main: de réalité, l'Europe risque de redevenir un rêve.

Cessons de saboter nos relations avec nos voisins européens: la guerre en Ukraine et la crise énergétique dans laquelle la Suisse est plongée prouvent que l'Europe n'est pas le problème, mais qu'elle est la solution. La Suisse doit impérativement cesser de claquer la porte des négociations politiques avec Bruxelles en exigeant de profiter de tous les avantages de l'UE. Réveillons-nous avant que nous soyons replongés dans ce rêve d'Europe qui risque bien de tourner en cauchemar. ■